

Zeitschrift: Fachblatt für schweizerisches Anstaltswesen = Revue suisse des établissements hospitaliers

Herausgeber: Schweizerischer Verein für Heimerziehung und Anstaltsleitung; Schweizerischer Hilfsverband für Schwerverziehbare; Verein für Schweizerisches Anstaltswesen

Band: 11 (1940)

Heft: 11

Artikel: Code pénal suisse et établissements d'éducation = Eidgenössisches Strafgesetzbuch und Erziehungsanstalten

Autor: Steiner, E.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-806236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

FACHBLATT FÜR SCHWEIZER. ANSTALTSWESEN

REVUE SUISSE DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Offizielles Fach-Organ folgender Verbände: - Publication officielle des Associations suivantes:

SVERHA, Schweizerischer Verein für Heimerziehung und Anstaltsleitung
SHVS, Schweizerischer Hilfsverband für Schwererziehbare
SZB, Schweizerischer Zentralverein für das Blindenwesen

Redaktion: Emil Gossauer, Regensdorferstr. 115, Zürich 10 - Höngg, Tel. 67584
Mitarbeiter: SHVS: Dr. P. Moor, Graserweg 713, Meilen; SZB: H. Habicht,
Sekretär der Zentralstelle des SZB, St. Leonhardstr. 32, St. Gallen
Techn. Teil: Franz F. Othh, Zürich 8, Enzenbühlstr. 66, Tel. 43442

Verlag: Franz F. Othh, Zürich 8, Enzenbühlstrasse 66, Telephon 43442, Postcheckkonto VIII 19593;
Mitteilungen betr. Inserate, Abonnements, Anstaltsnachrichten, Neue Projekte, Adressänderungen,
sowie alle Zahlungen an den Verlag. Abonnement pro Jahr/par an: Fr. 6.—, Ausland Fr. 10.—

Zürich, November 1940 - No. 11 - Laufende No. 105 - 11. Jahrgang - Erscheint monatlich - Revue mensuelle

Code pénal suisse et établissements d'éducation

par le Directeur Steiner, Aarburg *)

J'ai le sentiment qu'avant l'introduction du nouveau code pénal, l'on n'a pas laissé parler suffisamment les hommes de la pratique. Comme vous savez, les chefs du département de justice des cantons de Zurich, Berne, Bâle, Schwyz et Genève ont reçu mandat d'étudier la question des établissements d'éducation de toute la Suisse. A part cela, l'on a désigné une commission d'experts dans laquelle figurent les directeurs de plusieurs maisons de correction. Or, dans cette commission, qui s'est déjà réunie quelques fois, je constate l'absence de représentants des établissements d'éducation. J'ignore si, à Berne, les autorités compétentes entretiennent d'une manière ou d'une autre un contact avec ces établissements.

Je suis directeur de l'établissement d'Aarbourg, où nous hébergeons des jeunes gens. C'est pourquoi je me borne à mentionner l'art. 91 al. 1 et 3 et l'art. 93, où il est question de l'organisation technique. L'art. 91 dit à son al. 1: „Si l'adolescent est moralement abandonné, perverti ou en danger de l'être, l'autorité compétente ordonnera son renvoi dans une maison d'éducation pour adolescents." Cette disposition sera encore complétée par les prescriptions d'exécution cantonales.

Je pose la question: Les établissements qui hospitalisent des jeunes gens seront-ils obligés de modifier leur organisation d'une manière ou d'une autre? Cela sera l'exception. A vrai dire pour employer les propres termes de M. le Dr Moor, vous serez tenus d'accueillir des „criminels". Or, nous devrions faire abstraction de cette expression, car elle ne figure pas dans le code pénal de la jeunesse. Le mot „criminel" fait sur le public l'effet d'un épouvantail; mais le fait qu'il y a parmi nous des gens qui ne voudraient jamais accueillir des adolescents „criminels" a de quoi surprendre. A l'occasion d'une polémique qui s'est déroulée au sujet d'Aarbourg, des „péda-

gogues" ont cru devoir faire entendre que des mineurs criminels, c'est-à-dire ayant été condamnés, ne devraient pas être placés à côté des jeunes gens dont nous assumons l'éducation par décision administrative. Or, les expériences que j'ai faites me permettent d'affirmer que, d'une manière générale, les jeunes hommes qui avaient été condamnés par un tribunal sont les plus faciles à conduire. Un enfant qui vole un rien et se fait pincer est cité devant le tribunal, et il devient un „criminel". Chez nous, ce sont les adolescents de la campagne, qui dès le premier jour de leur internement peuvent être occupés en dehors de l'établissement.

Quant aux „internés" administrativement, ils nous parviennent du pavé de la grande ville, de Zurich, Bâle, Lausanne, Genève, etc. Souvent, ils en savent plus d'une, et fréquemment ils ont réussi à passer à travers les mailles trop grandes du filet qui aurait dû les retenir. Parmi ces adolescents-là, il faut faire rentrer tous ceux qui, dans d'autres établissements, se sont rendus absolument impossibles.

Ce qui importe, ce n'est pas la raison qui a entraîné l'internement, mais le degré atteint par le manque de surveillance. L'art. 91 al. 3 dispose: „Si l'adolescent est particulièrement perverti ou s'il a commis un crime ou un délit grave, dénotant qu'il est particulièrement dangereux, l'autorité compétente ordonnera son renvoi dans une maison d'éducation pour adolescents, où il sera séparé des autres." Or, ce n'est que dans de très rares cas que l'autorité décidant l'internement peut établir un degré particulier de perversion. Il en va de même en ce qui a trait à la mise en danger de la société. Aujourd'hui, un ancien pensionnaire d'Aarbourg travaille comme contremaître dans une grande fabrique de chaussures; or, en son temps, le tribunal pénal argovien s'était demandé s'il ne vaudrait pas mieux envoyer ce délinquant au pénitencier de Lenzbourg plutôt qu'à Aarbourg!

*) Traduction française d'un bref rapport présenté à l'assemblée SVERHA à Berne, le 1 octobre 1940.

A l'avenir, il faudra sans doute que l'on en arrive à la méthode appliquée déjà depuis longtemps à Zurich et à Bâle, c'est-à-dire que l'on se prononcera tout d'abord en faveur de l'internement dans un établissement ouvert. Si, pour une raison ou pour une autre, le jeune homme se rend impossible dans cet établissement, on pourra toujours le renvoyer dans une maison où chaque fenêtre est munie d'une „barre simple“. Si le délinquant ne s'amende pas, on le placera dans une maison dont les fenêtres possèdent „deux barres“ et si cela encore ne suffit pas, il sera enfermé dans un établissement dont le régime est le plus sévère.

Le projet primitif de code pénal prévoyait deux types d'établissements pour l'hospitalisation des adolescents; les articles 91/1 et 91/3 parlaient d'éducation forcée et de maison de correction. Dans la suite, le Conseil des Etats a renoncé à l'internement dans une maison de correction. A l'occasion de la deuxième journée des tribunaux pour jeunes délinquants, à Zurich, le professeur Delaquis a déclaré que cette renonciation avait avant tout un caractère politique, car il y aura toujours des délinquants dont la place serait dans la maison de correction. Et le professeur Stoos de déclarer de son côté: „Le nombre des adolescents à placer dans une maison de correction sera si élevé qu'un unique établissement pour toute la Suisse suffira à les héberger.“

Quel établissement devra se charger des jeunes gens tombant sous le coup de l'art. 91/3? Jusqu'ici, l'on a éludé cette question! Nous lisons dans la thèse de Kady: „Aarbourg est l'établissement spécialement désigné comme maison fermée“. Ainsi donc, Aarbourg devrait prendre à sa charge les jeunes gens auxquels l'art. 91/3 est applicable. Mais cette affirmation n'est pas motivée. Le professeur Stoos s'oppose résolument à cette manière de voir. Pour moi, je formulerais la question comme suit: Comment doit être organisé un établissement destiné à recevoir les adolescents mentionnés à l'art. 91/3? Ce disant, je songe avant tout aux possibilités de travail, à l'emplacement, etc.

Actuellement — et à l'avenir il en sera de même —, un établissement renvoie des mineurs à un autre établissement. Jusqu'au moment où ceux-ci entreront enfin dans la maison où ils sont vraiment destinés à rester pendant un certain temps, ils auront vu du pays au point de vue professionnel! A Aarbourg, il nous arrive fréquemment des pensionnaires qui, déjà avant leur premier séjour dans un établissement quelconque, ont fait 1, 2 ou même 3 apprentissages différents! Dans les établissements, l'on a fait d'autres tentatives, mais sans aucun succès! Après toutes les erreurs qui ont été commises dans ce domaine, je ne crois pas que l'établissement chargé de recevoir les adolescents cités à l'art. 91/1 ait pour mission de faire recommencer un nouvel apprentissage ou de poursuivre celui qui avait été interrompu. Dans certains cas, l'on pourra s'engager dans cette voie; mais j'ai toutes raisons de penser qu'un nombre fort minime d'adolescents

pourront être amenés jusqu'à l'examen de fin d'apprentissage.

Mon idée, c'est qu'à l'intention de pensionnaires de ce genre, il faudrait un établissement possédant une vaste exploitation agricole, à l'écart du grand trafic; sortir de la tourbe, procéder à des travaux d'amélioration de terrains, etc., voilà le genre d'occupations qu'il faudrait à ces jeunes gens! Il faut éveiller chez eux le sentiment qu'ils sont en lutte avec la nature, qu'ils doivent se libérer du borbier dans lequel ils étaient sur le point de sombrer, si tant est qu'ils désirent pouvoir subsister. Un établissement de ce genre n'a pas sa place dans une contrée surpeuplée. Il constitue pour le village voisin ou la petite ville qui se trouve à proximité un certain danger, car il ne saurait être question d'organiser des cellules de travail. Le Dr Moor l'a fort bien dit: la mesure punitive appliquée doit avoir avant tout pour but la réintégration des adolescents dans la vie nationale, il faut procéder à leur ré-éducation.

Je considère comme une chose toute naturelle que ces garçons portent un uniforme distinctif. Mais pour se rendre à la campagne, il faudrait traverser le village avec eux, ou la petite ville comme c'est le cas à Aarbourg! Quatre cinquièmes du trajet mènent à travers Aarbourg. Ce n'est pas ainsi qu'il faut stigmatiser la jeunesse!

Au cours de l'éducation, l'on s'efforcera de calmer les tensions dont souffrent les mineurs, on les fera dévier sainement. De toutes façons, il faudra éviter de les provoquer. Mais représentez-vous un jeune homme condamné à plusieurs années de maison de correction! Le soir, il regarde à travers les barreaux et assiste ainsi au développement de la vie quotidienne; le dimanche, il voit la fanfare se rendre à la gare proche pour la réception de la société de gymnastique, etc.

Au sujet de l'art. 95, le Dr Moor déclare:

1. La détention ne doit pas être subie dans un bâtiment servant de prison ou de travail pour adultes.

2. La détention sera subie comme la peine des arrêts, c'est-à-dire que le détenu porte ses propres vêtements, reçoit l'alimentation de l'établissement, peut accueillir des visites, et passe la nuit seul.

En principe, il doit y avoir séparation nette d'avec les établissements abritant des adultes. Mais il reste deux questions à élucider.

1. Faut-il, pour la détention, créer une maison indépendante, soit qu'un établissement déjà existant accepte l'internement, soit qu'un bâtiment central soit construit de toutes pièces?

2. Une combinaison avec un établissement d'éducation est-elle possible?

A la première question, je réponds non. Car un établissement comme celui-là ressemblerait à un pigeonnier, d'où les pigeons entrent et sortent. Dans des conditions pareilles, jamais un directeur n'arriverait à faire quelque chose de bien. Inutile de songer à un apprentissage! D'un autre côté, il ne saurait être question de faire confectionner pendant une année des sacs de

papier par les adolescents! Quant à l'exploitation d'un domaine agricole ou d'une entreprise de jardinage, elle se heurterait à de graves difficultés.

Bien que je sois partisan de la séparation sur toute la ligne, je ne voudrais pas courir le risque d'être taxé d'inconséquence en disant que l'idée d'une combinaison avec un établissement d'éducation ne me paraît pas absurde. Il va de soi que l'on ne saurait sans autre mettre ces adolescents en contact avec ceux de l'établissement d'éducation. Mais il me semble que l'on pourrait

procéder de la manière suivante: l'on construirait un bâtiment spécial sur le terrain de l'établissement d'éducation. Les garçons y prendraient leur repas, y passeraient la nuit, etc. On pourrait les occuper de différentes manières. Par exemple bien des établissements achètent du bois brut à brûler qu'ils façonnent pour le revendre ensuite. En outre les adolescents pourraient fort bien être occupés à des travaux agricoles ou dans une entreprise de jardinage faisant partie de l'établissement.

Eidgenössisches Strafgesetzbuch und Erziehungsanstalten

Kurzreferat von Direktor E. Steiner, Aarburg *)

Herr Dr. Moor hat mich angefragt, ob ich ein Kurzreferat übernehmen würde. Er werde mir sein Manuskript zur Verfügung stellen. Ich möchte in einem Referat seinen Worten zustimmen, daran kritisieren und ergänzen. Ich habe es durchgelesen. Zu kritisieren gibt es daran nichts! Dagegen erlaube ich mir bei den Ausführungen von Herrn Dr. Moor an einigen Stellen etwas in die Tiefe zu bohren. Ich freue mich hier dies tun zu können, denn mir scheint, daß ganz allgemein gesagt, vor der Einführung des neuen Strafgesetzes, der Praktiker viel zu wenig zu Wort gekommen ist.

Sie wissen, daß die Justizdirektoren der Kantone Zürich, Bern, Basel, Schwyz und Genf von Bern aus den Auftrag erhielten, speziell das Anstaltenproblem der gesamten Schweiz zu prüfen. Mir ist weiter bekannt, daß eine Expertenkommission, in der verschiedene Strafhäusdirektoren vertreten sind, zusammengestellt worden ist. Die Expertenkommission hat bereits am 8. und 9. Juli dieses Jahres getagt. Laut Protokoll stehen weitere Sitzungen bevor. In dieser Expertenkommission vermisse ich Vertreter von Erziehungsanstalten, denn es kann sich nicht darum handeln, daß unsere Sache von Strafhäusdirektoren in Bern vertreten wird. Ich weiß es nicht, ob die Verbindung, der Kontakt zwischen den Erziehungsanstalten und den zuständigen Behörden in Bern auf irgend eine Art besteht.

Ich bin Vorsteher der viel geschmähten Anstalt Aarburg. Sie wissen, daß wir in Aarburg Jugendliche beherbergen. Um beim Leisten zu bleiben, beziehen sich meine Ausführungen im Wesentlichen nur auf die Jugendlichen.

Und hier möchte ich nur einige ausgewählte Kapitel berühren. Ich lasse weg: Art. 90 (Beobachtungsheime). Art. 92 (Die besondere Behandlung). Ich werde mich auf die Art. 91, Abs. 3 und Art. 93 beschränken. Herr Dr. Moor unterscheidet zwischen einer juristischen, einer pädagogischen und einer technisch-organisatorischen Seite. Ich werde nur von der letztern reden.

Art. 91, Abs. 1 lautet: „Ist der Jugendliche sittlich verwahrlost, sittlich verdorben oder gefährdet, so verweist ihn die zuständige Behörde in eine Erziehungsanstalt für Jugendliche.“ Hiezu werden nun die kantonalen Vollziehungsverord-

nungen kommen, die sich den einzelnen Anstalten im betr. Kanton anpassen werden.

Frage: Werden Sie in Ihren Anstalten, die Jugendliche beherbergen, in irgend einer Weise umstellen müssen? Bei den wenigsten wird dies der Fall sein. Wohl werden Sie, um den Ausdruck von Herrn Dr. Moor zu verwenden, „Kriminelle“ aufnehmen müssen. — Wir sollten dieses Wort ausmerzen. Es kommt im ganzen Jugendstrafgesetz nicht vor. Jedermann weiß, daß das Wort Kriminell im Volke wie ein „rotes Tuch“ wirkt, daß aber Leute unter uns sind, die keine kriminellen Kinder oder Jugendliche aufnehmen wollen, wie Herr Dr. Moor ausführte, mutet etwas sonderbar an. Anlässlich der Polemik über Aarburg glaubten sich „Pädagogen,“ einsetzen zu müssen, daß kriminelle, d. h. gerichtlich verurteilte Zöglinge nicht mit administrativ Versorgten in unsere Anstalt eingewiesen würden.

Meine Damen und Herren! Ich rede aus Erfahrung! In der Regel sind die gerichtlich Verurteilten die harmlosen. — Derjenige, welcher ein paar „Chöneli“ stiehlt oder ein Dynamo an einem Velo abschraubt und sich dabei erwischen läßt, wird kriminell. — Bei uns sind es die Landbuben, die vom ersten Tag außerhalb der Anstalt beschäftigt werden können. Ich erwähne in diesem Zusammenhang, daß unser Staatsanwalt im Aargau, Herr Dr. Schlatter, sich wiederholt dahin geäußert hat, daß die heutigen Bestimmungen im Aargau in der Weise fehlerhaft seien, daß man den harmlosesten Delinquenten nach Aarburg verurteilen müsse, und ihn beispielsweise nicht in die offene Anstalt Neuhof versetzen könne.

Die administrativ Versorgten kommen vom Großstadtpflaster, von Zürich, Basel, Lausanne, Genf, etc., oft mit allen Wassern gewaschen! Sie haben das Netz, das vielerorts etwas weitmaschig ist, wiederholt durchschlüpft. Dazu gehören in der Regel all die Zöglinge, die sich in den andern Anstalten unmöglich gemacht haben, die bekanntlich in Aarburg oder auf dem Tessenberg landen!

Nicht die äußere Form, wie ein Zögling in die Anstalt eingewiesen wird, spielt eine Rolle, sondern der Grad der Verwahrlosung!

Ich habe vorhin erwähnt, daß Sie in Ihrer Anstalt in Anlehnung an das neue Strafgesetz kaum eine Umstellung vornehmen müssen. — Also ist es eigentlich gar nicht nötig, daß wir

*) An der Tagung des Sverha in Bern, 1. Okt. 1940.

über diese Fragen reden? — Nein, so ist es doch nicht!

Art. 91, Abs. 3 sagt: „Ist der Jugendliche besonders verdorben oder hat er ein Verbrechen oder ein schweres Vergehen begangen, das einen hohen Grad der Gefährlichkeit offenbart, so ist er in eine Erziehungsanstalt einzuweisen und von den übrigen Insaßen zu trennen.“ Nur in ganz vereinzelt Fällen kann die Einweisungsbehörde das „besonders verdorben“ feststellen. Auch „hohen Grad der Gefährlichkeit offenbart“, festzustellen, dürfte weder für den Staatsanwalt, noch für den Richter, noch für irgend eine Einweisungsbehörde, leicht sein.

In einer großen Schuhfabrik ist heute ein ehemaliger Aarburgerzögling als Vorarbeiter tätig, bei dem sich das aargauische Kriminalgericht seinerzeit gefragt hat, ob es nicht besser wäre, ihn nach Lenzburg statt nach Aarburg zu verurteilen.

Es wird in Zukunft so kommen müssen, wie dies die Kantone Zürich und Basel schon lange handhaben, daß der Jugendliche vorerst in die offene Anstalt kommt. Wird der Zögling in dieser Anstalt aus irgend einem Grunde unmöglich, so wird er der nächst folgenden Anstalt zugewiesen, die vielleicht, um bildlich zu sprechen, einen Gitterstab vor dem Fenster hat. Geht es da wieder nicht, so kommt er in die Anstalt mit zwei Gitterstäben vor dem Fenster etc. und schließlich landet er in der letzten Anstalt für Jugendliche. —

„Er ist von den übrigen eingewiesenen zu trennen“! Sie als Anstaltsvorsteher trennen, aus der Erkenntnis heraus, daß die brutalen und gewalttätigen Querulanten, wie sie Herr Dr. Moor so schön bezeichnet, eine Gefahr für die übrigen bedeuten. Jawohl trennen!

Herr Dr. Moor kommt in seinen Ausführungen auch zum Schluß, daß Zöglinge die unter 91/1 und diejenigen, die unter 91/3 fallen, in zwei verschiedenen Anstaltstypen unterzubringen sind. So hat ja auch der ursprüngliche Entwurf zum neuen Eidg. Strafgesetz ausgesehen. 2 Anstaltstypen waren vorgesehen: die Zwangserziehungs- oder Rettungsanstalt und die schärfere Korrekptionsanstalt. Später ist die Korrekptionsanstalt gestrichen worden und zwar vom Ständerat. Prof. Delaquis sagte am 2. Jugendgerichtstag in Zürich: „Diese Streichung ist, ich sage nicht ausschließlich, aber vornehmlich politischen und viel weniger kriminalpolitischen Charakters. Denn es bleibt eben etwas übrig, das eigentlich in die Korrekptionsanstalt gehört.“ Prof. Stoos sagt: Die Zahl der Korrekptionsanstaltszöglinge wird so groß sein, daß eine einzige Anstalt für die ganze Schweiz genügen wird. Mit andern Worten: Um die Zöglinge, welche unter Artikel 91/3 fallen genügt eine Anstalt für die ganze Schweiz.

Welche Anstalt hat die Jugendlichen, welche unter 91/3 fallen zu übernehmen? Dieser Frage ist man bis jetzt offensichtlich ausgewichen!

In der Dissertation von Kady: „Die Freiheits-erziehung im Jugendstrafrecht der Schweiz, insbesondere die Anstaltsversorgung“, habe ich den Satz gefunden: „Aarburg ist nun diejenige Anstalt, welcher speziell die Eignung als ge-

schlossene Anstalt zuzuerkennen ist.“ Also Aarburg hätte die Leute zu übernehmen, welche unter 91/3 fallen. Eine Begründung irgend welcher Art fehlt aber. Prof. Stoos hat dieser Auffassung diametral gegenüber gestanden. Ich möchte die Frage etwas anders formulieren und zwar so: „Wie muß eine Anstalt aussehen oder beschaffen sein, daß sie die Zöglinge, welche unter 91/3 fallen, aufnehmen kann? Ich denke da in Bezug auf Arbeitsmöglichkeiten, Lage etc. Wir wissen alle, daß die Arbeit das wichtigste Erziehungsmittel ist. Was muß eine solche Anstalt für Arbeitsmöglichkeiten aufweisen?“

Ich habe vorhin erwähnt, daß es bis jetzt so war, und in Zukunft so bleiben wird, daß eine Anstalt der andern die Zöglinge zuschieben wird. Bis der Zögling dann in der letzten Anstalt für Jugendliche landet, ist in beruflicher Beziehung mit ihm etliches gegangen!

Ich betone, daß heute Zöglinge, welche nach Aarburg kommen, oft schon vor der ersten Anstaltsversorgung 1 bis 2, ja sogar 3 Berufslehren angefangen hatten. In den Anstalten sind weitere Versuche gemacht worden, aber erfolglos! Nachdem nun in dieser Richtung so viele Fehlschläge zu verzeichnen sind, glaube ich nicht, daß es Aufgabe der Anstalt ist, welche 91/3 beherbergt, eine weitere Berufslehre anzufangen oder eine angefangene fortzusetzen. — In einzelnen Fällen mag man diesen Weg beschreiten, doch bin ich in dieser Beziehung skeptisch und glaube, daß nur vereinzelte Zöglinge zu einer Abschlußprüfung gebracht werden können. Wir wollen deshalb diese Zöglinge nicht in eine Anstalt stecken, wo das Lehrwerkstättenwesen in Reinkultur vertreten ist.

Mir schwebt für diese Zöglinge eine Anstalt vor mit ausgedehnter Landwirtschaft, in der Ebene draußen oder in den Bergen oben, weit ab vom Verkehr. Torfstechen, melionieren, trainieren, das sind Arbeiten für diese Kategorie der Jugendlichen. — Diese Zöglinge müssen das Gefühl bekommen, daß sie gleichsam mit der Natur im Kampfe stehen, daß sie sich aus dem Morast herausarbeiten müssen, um im Leben bestehen zu können.

Im weitem — ich habe dies bereits erwähnt — gehört diese Anstalt nicht in eine dicht bevölkerte Gegend. Man muß sich immer wieder gegenwärtigen, daß diese Anstalt die schwierigsten Menschen übernehmen muß, die es überhaupt gibt. Für ein nahes Dorf oder Städtchen bedeuten diese Leute eine gewisse Gefahr! Denn es kann sich ja nicht darum handeln, daß Einzelarbeitszellen geschaffen werden, wo diese Leute untergebracht werden. Herr Dr. Moor hat sehr richtig erwähnt, daß der Vollzug dieser Strafmaßnahme immer noch der Erziehung, vor allem aber der Wiedereingliederung in die Gemeinschaft zu dienen hat. Also nicht einfach einsperren!!

Denken Sie einmal an den Zögling selbst! — Ich möchte hier nur zwei Punkte erwähnen. Einmal die Bekleidung. Ich glaube nicht, daß wir darüber diskutieren müssen, ob diese Leute mit einem Einheitskleid oder gar einer Uniform be-

kleidet werden müssen. Das ist in meinen Augen eine Selbstverständlichkeit! Um nun aufs Land zu marschieren, müßte man mit den Zöglingen durchs Dorf, oder wie dies in Aarburg der Fall ist durchs Städtchen pilgern. 4/5 des Weges von der Anstalt zum Landwirtschaftsbetrieb führt durch das Städtchen Aarburg. So brandmarkt man Jugendliche nicht!

Auch darüber zu diskutieren, ob die Zöglinge nachts in Zellen unterzubringen sind oder nicht, ist überflüssig. Ich habe da eine gewisse Erfahrung. Das Ventil, das wir bis anhin hatten, Zöglinge unter Umständen in die Strafanstalt abzuschicken, geht ja nach Artikel 93 des eidg. Strafgesetzes nicht mehr. Ein Zögling unter 18 Jahren kann nicht in eine Strafanstalt versetzt werden. Zu denken, daß ich all die Zöglinge, welche ich bis jetzt in die Strafanstalt abgeschoben habe, in Aarburg behalten müßte, fällt mir schwer, etliche Gitterstäbe, die ich im Verlauf von bald 9 Jahren herausgebrochen habe, müßten wieder hineingeschweißt werden.

Denken Sie sich nun aber einen Jugendlichen der zu 10 Jahren — die minimale Einweisungsdauer ist ja 3, die Maximale 10 Jahre — verurteilt worden ist hinter Gitter! Am Abend sieht er durch das Gitter, wie sich auf der Straße, in der goldenen Freiheit draußen, das tägliche Leben abwickelt. Er sieht am Sonntag Abend, wie der Musikverein den Turnverein am Bahnhof abholt etc. Was würden wir machen? — Ich will die Frage für mich beantworten, was ich als 18-jähriger Bursche getan hätte, ich hätte alles kurz und klein geschlagen! —

In der Erziehung von Schwererziehbaren muß man darnach trachten Spannungen im Zögling abzuleiten, zu erden. Auf keinen Fall aber solche künstlich heraufbeschwören. Ich wiederhole: Die Anstalt, welche die Jugendlichen, die unter Art. 91/3 fallen, gehört weg vom Verkehr, hinaus in die Ebene oder hinauf in die Berge. Sie muß über einen ausgedehnten Landwirtschaftsbetrieb verfügen!

Zum Schluß nur noch ein ganz kurzes Wort über die „Einschließung“. Herr Dr. Moor hat Art. 95 ziemlich erschöpfend behandelt, insbesondere hat er dargelegt daß:

1. Die Einschließung nicht in einem Gebäude vollzogen werden darf, das als Strafanstalt oder als Arbeitsanstalt für Erwachsene dient.

2. Die Einschließung wie die Haft zu vollziehen sei, d. h. daß der Eingeschlossene eigene Kleider trägt, daß er Anstaltskost erhält, daß er Besuche empfangen kann, und daß er die Nachtruhe in Einzelhaft zu verbringen hat.

Die grundsätzliche Trennung von Anstalten, die Erwachsene beherbergen ist somit gegeben. Dieser Gedanke ist richtig! Es bleiben zwei Fragen abzuklären:

1. Muß für die Einschließung eine eigene, von jeder Anstalt unabhängige Anstalt geschaffen werden, sei es, daß eine heute bestehende Anstalt einfach die Einschließung übernimmt, oder eine neue Anstalt, die zentral gelegen ist, gebaut wird.

2. Ist eine Kombination mit einer Erziehungsanstalt möglich!

Die erste Frage möchte ich mit „nein“ beantworten. Eine solche Anstalt gleicht einem „Taubenschlag“, wo die Tauben ein- und ausfliegen. — Ein Anstaltsleiter könnte nie etwas Vernünftiges unternehmen. Ich denke auch hier wieder in erster Linie an die Beschäftigung dieser Leute. Eine Berufslehre anfangen, wie das Kady in der bereits zitierten Arbeit vorschlägt, scheidet ganz aus! Unter Umständen ein Jahr lang mit Zöglingen Papiersäcke kleben, kommt nicht in Frage! Einen landwirtschaftlichen Betrieb oder eine Gärtnerei mit solchen zu bewirtschaften würde auf große Schwierigkeiten stoßen.

Die zweite Frage, ob ev. eine Kombination mit einer Erziehungsanstalt möglich wäre, möchte ich nicht so ganz kategorisch verneinen. Denn mit dem Geist, der stets verneint, wird ja das schwierige Problem der Einschließung nicht gelöst. Aus meinen Ausführungen geht hervor, daß ich für Trennung auf ganzer Linie bin, und ich möchte hier nicht den Eindruck einer Inkonsequenz hervorrufen, wenn ich sage, daß mir der Gedanke einer Kombination in einer Erziehungsanstalt nicht so absurd erscheint. Klar ist für mich, daß man die Leute nicht unter demselben Dach mit den Zöglingen der Erziehungsanstalt halten kann, aber ich möchte doch folgenden Rahmen, wenn auch nur als Diskussionsbasis zusammensetzen: Errichtung eines Anstaltsgebäudes auf dem Areal das zu einer Erziehungsanstalt gehört. Die Zöglinge schlafen und essen dort, etc. Beschäftigung, Arbeit für diese Zöglinge? Da kann ich mir vorstellen, daß in einer Anstalt gewisse Arbeiten diesen Leuten zugewiesen werden könnten. Viele Anstalten betreiben beispielsweise den Zukauf, die Verarbeitung und den Vertrieb von Brennholz. Im weitem glaube ich, daß diese Zöglinge auch bei landwirtschaftlichen Arbeiten verwendet werden könnten. Auch in einer der Erziehungsanstalt angegliederten Gärtnerei könnten solche Zöglinge beschäftigt werden.

All das sind Ideen, die mir bei den vielen, sicher berechtigten Kritiken über Artikel 95 aufgetaucht sind.

Anpassung und Einschränkungen in der Verpflegung

von W. Brenneisen, Zürich

Die Versorgung der öffentlichen Verpflegungsstätten mit ausreichenden Rohprodukten und Lebensmitteln ist heute eine große Sorge, insbesondere auch für die verantwortungsvollen Amtsstellen. Alles Bemühen um eine ausgleichende

Anpassung muß jedoch fehlschlagen, wenn nicht die **Mitarbeit des Einzelnen**, kraft der Erkenntnis unserer Versorgungsanlage in diese schwierige Aufgabe miteinbezogen werden kann. Nicht nur die öffentlichen Gaststätten aller Art sollen von